

La nouvelle donne est-asiatique

Hélène Briones

Professeur d'histoire et géographie en Terminales

Cédric Tellenne

Professeur d'histoire-géographie économiques en classes préparatoires économiques et commerciales, lycée Saint-Jean (Douai)

Auteurs de "L'Asie orientale en expansion", éditions Ellipses (à paraître au printemps 2004).

A l'heure où tous les yeux sont braqués sur les performances insolentes de l'économie chinoise, l'âge d'or des Dragons et Bébés Tigres semble révolu. Après avoir suscité l'admiration pour avoir réalisé en trois décennies ce que les autres nations industrialisées ont construit en un siècle, Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour ne caracolent plus en tête du palmarès des taux de croissance : arrivés au stade de la maturité économique (+0,9% de croissance annuelle prévue sur 2001-2003), ils cèdent la place à la Chine en termes de dynamisme économique et de menace concurrentielle (+8% de croissance annuelle estimée sur 2001-2003). Les économies industrielles émergentes, Thaïlande, Indonésie, Philippines et Malaisie, sont pour leur part menacées par de profonds déséquilibres internes : la crise financière de 1997-1998 a montré toutes les limites du processus d'industrialisation et de développement dans ces pays, les fractures sociales et régionales sont apparues au grand jour comme en témoignent les émeutes qui ont renversé le régime d'Ordre Nouveau de Suharto en Indonésie en 1998, la virulence des guérillas séparatistes (à Bornéo

ou dans l'Irian Jaya) et l'impact du terrorisme islamiste avec l'attentat de Bali en septembre 2002. Quant à l'économie japonaise, matrice du mode de développement régional tant vanté – il s'agit du fameux "vol d'oies sauvages" décrit par Akamatsu Kaname, organisé par un Etat protectionniste et développeur elle est affaiblie par une crise financière sans précédent et doit compter elle aussi sur la concurrence des États voisins. Le Japon a été conduit par ses premiers ministres successifs, notamment Hashimoto Ryutaro et Koizumi Junichiro, à réaliser des réformes douloureuses ; sa croissance annuelle moyenne estimée pour la période 2001-2003 est négative : -0,2%.

Les enjeux régionaux actuels sont complexes. L'ouverture et l'intégration de la Chine à l'économie mondialisée fragilisent les structures nationales, en introduisant brutalement les règles du marché et le jeu de la concurrence dans un pays communiste, autant qu'elles renforcent le poids régional de l'Asie orientale, forte d'un 1,5 milliards d'habitants dont le niveau de vie est en rapide essor. Les immenses potentialités de ce marché de consommation attisent les convoitises des

entreprises occidentales qui se sont engagées, en ordre dispersé, dans une ruée vers la Chine qui n'est pas sans rappeler l'époque de la "Porte ouverte". Seulement, la Chine semble cette fois en position de force.

De profondes recompositions sont à l'oeuvre dans cet espace régional, en termes d'influence et de hiérarchie des puissances. L'ancrage de la Chine au groupe des Nouveaux pays industrialisés change évidemment la donne économique mais également la donne géopolitique. La Chine peut-elle, de plus, devenir un modèle, en montrant la voie à suivre aux autres Etats communistes de la région (Vietnam, Corée du Nord, Laos, Cambodge... mais également Russie, empêtrée dans un "capitalisme sauvage" hérité de l'ère Eltsine) ? Peut-elle donner une leçon de développement à l'autre Etat qui relève les mêmes défis humains, l'Inde ?

Un second enjeu majeur est de mesurer la puissance mondiale de cet ensemble régional qui fait figure de pôle de stabilité relatif et de coopération croissante dans un monde déstabilisé. Dans quelle mesure l'Asie orientale est-elle en passe de devenir le troisième pôle de la triade, en lieu et place du seul Japon ?

Référence

Un "Centre" de l'économie mondiale ■

Le dynamisme des littoraux est-asiatiques n'est plus à démontrer. Gigantisme et modernité caractérisent les ports de Singapour, Shanghai, Kaoshiung, Hongkong et de la baie de Tokyo qui se sont spécialisés dans le transport de marchandises conteneurisées et sont installés durablement aux premières places mondiales : sur les vingt premiers ports mondiaux pour le transit de marchandises, dix-sept sont localisés en Asie de l'Est (contre seulement cinq en 1975). L'importance des exportations et importations dans la stratégie de développement explique la priorité accordée aux infrastructures portuaires. La Chine a suivi ce modèle de croissance en sélectionnant des zones littorales (ZES) pour expérimenter l'économie de marché. A partir de ces têtes de pont littorales, le fait industriel se diffuse vers l'intérieur en vertu des principes de la division du travail : les activités de fabrication et de montage s'y localisent de préférence, à la recherche d'une main-d'œuvre abondante et peu chère ainsi que d'espace. Les fameux "triangles de croissance" illustrent ce phénomène, tel celui du delta de la "Rivière des Perles", compris entre Hongkong, la zone économique spéciale de Shenzhen et l'agglomération de Canton (trois millions d'ouvriers chinois y fabriquent le *Made in Hongkong*), ou le triangle Singapour-Johor-Batam dans le détroit de Malacca.

Les grandes villes littorales, équipées de solides infrastructures industrialo-portuaires, sont également des métropoles de rayonnement mondial, des "villes-mondes". Elles ont développé les fonctions du tertiaire supérieur et notamment une puissance financière hors-norme tirée d'excédents commerciaux exceptionnels et d'un grand

pouvoir d'attraction sur les capitaux privés occidentaux. Tokyo la première se tertiarise, se dote d'un nouveau centre international, *Shinjuku*, rejette les industries lourdes et polluantes en-dehors de sa baie. Tokyo possède aujourd'hui cinq *central business districts* et affiche le premier produit urbain brut du monde, 1,5 fois supérieur à celui de New York. La Ville Basse (*Shitamashi*), anciennement populaire et industrielle, accueille ainsi de vastes opérations de réhabilitation comme celle du quartier de *Tsukudajima-Ishikawajima*, ancien bastion d'industrie lourde (chantiers navals), transformé en centre d'activités tertiaires et zone résidentielle après l'opération Okabata-River City 21 financée par Mistsui et la Municipalité. La gentrification touche ces nouveaux centres. Les gratte-ciel flambants neufs de Hongkong, symbole du capitalisme triomphant dans un État communiste, défient les villes chinoises jusque dans les années 1990 : la frénésie de construction les touche alors à leur tour et l'urbanisme devient un des principaux outils de la mise en place de "l'économie socialiste de marché" en Chine. La transformation de Shanghai est emblématique : elle reste longtemps une métropole provinciale, pénalisée par de lourdes taxes étatiques et écartée des premières mesures de libéralisation économique, avant de devenir sous l'ère Jiang Zemin la "tête du Dragon", porteuse de la croissance. Cette promotion s'est concrétisée par une extension urbaine de grande envergure à *Pudong* (rive est de la rivière *Huangpu*) dont les symboles sont la futuriste tour de télévision "Perle de l'Orient" et la tour de verre *Jin Mao* ainsi que la construction d'un nouvel aéroport international. C'est une réussite : Shanghai est aujourd'hui une métropole économique de rang international, forte de 16 millions d'habitants dans son agglomération. L'organisation d'une exposition universelle en 2010 témoigne de ses ambitions culturelles.

Un capitalisme de plus en plus internationalisé ■

Le cumul d'atouts des différents stades du développement est la clef du succès de l'Asie orientale : certains États jouent de différentiels importants de coût de main d'œuvre ainsi que d'incitations fiscales décisives tandis que d'autres témoignent d'une importante capacité de création et d'innovation. Ainsi, le Japon, longtemps premier pays d'Asie à avoir pénétré le domaine des hautes technologies, voit sa suprématie régionale remise en cause : il a été rattrapé de la même manière (et sans doute plus rapidement encore) qu'il a rattrapé jadis EU et UE. Il n'est plus leader dans l'acier (Nippon Steel est désormais devancé par le coréen Posco) ou dans les chantiers navals. L'industrie japonaise, bénéficiant d'importantes dépenses de recherche-développement, a toutefois su développer d'autres points forts (appareils électriques professionnels, optique et instruments de précision) et redéployer son activité manufacturière à l'échelle régionale (4 900 filiales de grands groupes japonais sont recensées aujourd'hui en Asie orientale).

En 2002, le Japon reste la première puissance exportatrice de produits manufacturés de la région avec 415 milliards de dollars mais la Chine s'en rapproche avec 325,6 milliards de dollars (et un taux de croissance de 22% en une seule année), ce qui les classe respectivement aux 3^e et 5^e rang mondiaux. Le commerce de l'Asie est en revanche caractérisé par l'affaiblissement relatif de Singapour et de Hongkong (traité statistiquement par l'OMC comme un territoire douanier indépendant) : les deux économies se sont spécialisées dans les fonctions de distribution, de transit et de financement mais se heurtent à une importante concurrence de la part des États voisins. Toutefois, si l'on compte le

commerce extérieur de Hong-kong avec celui de la RPC, on constate qu'il se place alors à la première place en Asie : le Japon représente 6,15% du commerce mondial contre 6,77% à l'ensemble RPC-Hongkong. A cet égard, la donne commerciale a donc déjà changé.

La région est la première du monde aujourd'hui en termes de flux d'IDE, tirée par l'attractif marché chinois : pour la seule année 2002, la Chine a reçu 52,7 milliards de dollars d'IDE. Cette attractivité fait de l'ombre aux concurrents/partenaires est-asiatiques, notamment la Corée du Sud qui voit les investissements étrangers plonger à mesure que la Chine "s'éveille". La branche automobile est un bon exemple de cette forte attractivité. Le pays n'est que faiblement équipé avec environ un million d'automobiles en circulation en 2000 (2% du marché international) ; l'autorisation de posséder une automobile pour les particuliers n'a en effet été donnée que tardivement, en 1994, mais le plan quinquennal 1995-2000 a donné comme priorité la construction d'infrastructures autoroutières. La compétition entre constructeurs fait rage. Le groupe Volkswagen y jouit d'une avance décisive, il a pris pied sur le marché dès 1984, alors que la production nationale chinoise ne répond plus à la demande : il est implanté à Shanghai et dans la province du Jilin et a annoncé la construction de deux nouvelles usines capables de construire 600 000 voitures par an. Il contrôle ainsi 57% du marché intérieur devant Toyota (20%), Suzuki/GM (7%), Peugeot SA (6%) et Daimler-Chrysler (un peu plus de 4%). Du côté français, PSA a une avance nette sur Renault : Citroën est implantée dans le Hubei (à Wuhan) et y produit sa fameuse Fukang, modèle de ZX adapté au marché chinois ; Peugeot produit dans le Guangdong. Les constructeurs japonais se sont partiellement redéployés en Chine, souvent sous la forme d'entreprises conjointes (Mitsubishi à Harbin et Shenyang,

Isuzu à Pékin, Toyota à Tianjin par exemple). Les constructeurs américains peinent à pénétrer le marché : Chrysler s'est implanté à Pékin avant son rachat par Daimler tandis que le marché reste pratiquement fermé pour GM et surtout Ford. Les constructeurs chinois pèsent pour moins de 5% du marché. Cette étude rapide permet de souligner une importante limite au développement autonome de l'Asie de l'Est : les IDE ont un rôle essentiel dans le décollage industriel, ils donnent au capitalisme est-asiatique un caractère largement apatride et mondialisé. Toutefois, les transnationales est-asiatiques sont également parties à la conquête des marchés mondiaux. Les *keiretsu* japonais jouent depuis la fin des années 1960 dans la "cour des Grands" avec le déclenchement d'une vague de transplants vers l'Europe occidentale et les États-Unis. Les *chaebols* coréens les ont rejoint dans les années 1970-1980, passant des profits aux pertes (faillite et démantèlement de Daewoo). De nos jours, il faut compter avec de puissants groupes industriels et financiers originaires du "monde chinois" au sens large : ACER et Great Wall dans l'informatique, HSBC dans la banque, Esprit dans le textile-habillement. Ainsi, sur un stock mondial d'IDE que l'on peut évaluer à 5 500 milliards \$ en 2002, l'Asie orientale en contrôle environ 15% (dont 6% au Japon) contre 49% à l'UE et 25% aux E-U.

L'Asie orientale est un bon observatoire de la mondialisation de l'économie. Elle présente encore des modèles entrepreneuriaux très divers, liés à la plus ou moins grande implication de l'État. La question du rôle des autorités publiques est cruciale dans une région qui a donné son sens le plus complet à la formule du "capitalisme d'État", où les autorités publiques ont employé tous les moyens (légaux et illégaux) pour affirmer leurs "champions industriels". Globalement, les autorités publiques ont guidé le décollage industriel en as-

surant aux jeunes pousses un "protectionnisme éducateur" qui les a longtemps abrités de la concurrence extérieure, elles ont indiqué les grandes voies du développement industriel par une planification volontariste et un financement généreux, elles ont exercé la "veille technologique" pour capter les brevets et investi massivement dans la recherche-développement, elles ont démarché sur les marchés internationaux, jouant le rôle de vendeur-représentant-placier pour les produits manufacturés nationaux. A l'opposé, elles ont pratiqué le "moins-disant" social et fiscal pour permettre aux entrepreneurs de comprimer leurs coûts de production et capter les délocalisations industrielles. Depuis les années 1990, l'évolution globale est au désengagement de l'État, par le biais des privatisations, de la déréglementation et de la compression des dépenses publiques. Le "modèle asiatique" s'est-il dissout partiellement dans le libéralisme mondial ?

Une nouvelle donne sociale et environnementale ? ■

Selon la Banque mondiale, la région est-asiatique est la zone du Tiers-Monde où la pauvreté a le plus régressé depuis une décennie.

Toutefois, les inégalités sociales et spatiales sont portées à leur plus haut point. Ainsi, les écarts villes/campagnes demeurent gigantesques. En Chine, les revenus ruraux sont officiellement trois fois inférieurs en moyenne aux revenus urbains. Il suffit de se promener dans Shanghai pour s'en convaincre : la modernité y fait l'objet d'un culte, Pudong se hérissé de gratte-ciels de verre et la rue de Nankin dans Puxi (*Nanjingxilu*, perpendiculaire au Bund) est illuminée par des néons dignes de *Time Square* quand 100 millions de Chinois vivent encore sans électricité.

Plusieurs dizaines de millions d'entre eux sillonnent le pays malgré les restrictions à la mobilité individuelle, pour tenter de s'employer quelques mois par an dans les industries et services urbains et revenir avec de quoi nourrir leur famille : l'exode des *mingong* alimente en main-d'œuvre peu coûteuse l'industrie du bâtiment par exemple dans les grandes villes de la côte orientale. Les populations flottantes sont ainsi estimées à plus de 100 millions de personnes.

Le choix de l'option de développement capitaliste et libéral porte en lui une certaine remise en cause de la protection sociale "à la mode asiatique" dans tous les États : fin des emplois à vie et de la progression régulière des salaires à l'ancienneté, désengagement de l'État par les privatisations, la déréglementation et la baisse programmée des effectifs dans la fonction publique (Japon). En Chine, le système des *danwei* est démantelé, mais progressivement, pour éviter une explosion sociale ; le secteur privé est promu, y compris par les cadres du Parti communiste chinois, et les capitalistes ont fait récemment une entrée discrète dans l'appareil d'État commandé par Hu Jintao. Que reste-t-il de l'égalitarisme communiste ? La place de l'État dans l'économie devrait être redéfinie mais l'amorce d'une transition politique et sociale de la RPC ne semble pas à l'ordre du jour. Le risque d'implosion sociale est réel comme en témoignent les manifestations interdites mais répétées de la secte Fa-Lu Gong sur la place Tien-an Men à Pékin ou la contestation sociale de plus en plus forte à Hongkong, où les libertés sont étroitement sous contrôle et où la presse a perdu sa liberté de ton. Il n'est pas jusqu'à la Corée du Sud où les grands conglomérats, autrefois vitrines du "capitalisme d'État", ne sont dissolus et soumis à de profondes restructurations.

Le Japon est un bon observatoire de la nouvelle donne sociale dans les entreprises. La crise des années

1990 a partiellement coupé les circuits de financement des entreprises au moment où celles-ci font face à la fois à une concurrence internationale accrue avec l'ouverture de marchés réservés aux entreprises étrangères, notamment américaines (travaux publics, ordinateurs, composants électroniques), à une baisse de leur compétitivité, liée à l'élévation des rémunérations salariales, la hausse des frais de fonctionnement (notamment de représentation et de sociabilité : *shayo-zoku*) et à la hausse de la monnaie japonaise (*endaka*). La consommation des ménages a elle-même fléchi, mettant en péril l'équilibre économique. Le pays doit ainsi faire face à un fléau qui l'avait jusqu'ici globalement épargné : le chômage. En 1995, il est estimé à 3,5% ; en 2003, à un peu plus de 5%. Les entreprises, dans la tourmente, doivent procéder à des compressions d'effectifs, mises en retraite anticipées et délocalisations. Nippon Steel licencie 7 000 employés entre 1996 et 1999. C'est également l'emploi à vie et l'avancement à l'ancienneté qui sont remis en cause, imposant à la génération du baby-boom une révolution culturelle : la recherche de la réussite individuelle – ou, au choix, le sauvetage de son emploi- remplace le dévouement à l'entreprise.

Sur le front environnemental, les évolutions récentes sont plutôt à une prise de conscience des pouvoirs publics. Les conférences internationales environnementales, où les gouvernements japonais successifs ont eu un rôle actif (Sommet de la Terre de Rio de Janeiro de 1992, protocole de Kyoto en 1997, Sommet du développement durable de Johannesburg de 2002), ont eu des répercussions importantes : dans la décennie 1990, chaque État est-asiatique a adopté ou mis à jour un arsenal législatif concernant les problèmes écologiques les plus visibles (pollution de l'air, de l'eau douce et marine). Le Japon et Singapour se démarquent par la sévérité des normes en vigueur pour les émissions de gaz notamment.

Cependant, les réalités économiques rendent caduques certaines de ces déclarations d'intention. Le gestion des ressources en eau révèle l'ampleur des difficultés. Même dans les agglomérations les plus riches de l'ensemble (hors Japon), le nombre de personnes raccordées à des infrastructures d'évacuation et d'assainissement des eaux domestiques reste insuffisant pour garantir une bonne qualité des eaux. En Chine, les rapports officiels font état de chiffres alarmants : 85% des cours d'eau du pays seraient impropres à la pêche ; la moitié des eaux courantes dépasserait les normes de pollution et le quart serait impropre à l'irrigation. En outre moins du cinquième des rejets industriels et moins du dixième des eaux usées sont traités. C'est bien évidemment un cas extrême dans la région. Le retard est tel que même un budget supérieur à 1% du PIB ne permettrait pas de satisfaire rapidement l'accès à cette ressource élémentaire. De plus, les infrastructures nécessaires pour augmenter et mieux contrôler les eaux fluviales ont des coûts humains très lourds.

Le courant écologiste a encore peu de relais populaires. Pour des raisons culturelles et politiques, contrairement à l'Inde ou au Brésil, les *altermondialistes* n'ont pas de tribune. Quelques associations soutiennent des opérations de sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine naturel et humain, mais leur écho s'effrite face aux difficultés économiques. Au Japon, c'était pourtant la pression populaire qui avait contraint le gouvernement à voter le premier train de mesures environnementales à la suite de la catastrophe de Minamata (intoxication alimentaire mortelle en raison de la survivance de substances toxiques dans la chair de poissons), mais cet engagement ne s'est pas répété.

Certains grands projets d'aménagement du territoire ont un impact contrasté comme le barrage des Trois Gorges sur le moyen-Yangzi : la construction de la plus grande

centrale hydro-électrique du monde a été lancée en 1997, qui nécessite un barrage de 2 km de long et un lac de retenue de 400 milliards de km³ et devrait s'achever en 2009 pour un montant total avoisinant les 75 milliards de dollars. Les meilleures technologies sont appliquées pour éviter que ne se reproduise l'effondrement de barrages qui s'est produit en 1975 sur le Yangzi en raison de la mauvaise qualité des bétons utilisés. Le coût écologique se mesure ici en milliers de personnes déplacées, en raison de l'ennui programmé de leurs villages et de leurs champs : 13 villes, une centaine de bourgs, plusieurs milliers de villages et hameaux et 1 200 sites archéologiques et historiques recensés. Les enjeux économiques sont assurément essentiels pour l'avenir de l'économie chinoise, le fort débit du fleuve bleu placera la Chine parmi les plus grands producteurs d'hydro-électricité (26 turbines de 700 watts sont prévues ce qui correspond à la production de 18 centrales classiques). L'État a prévu diverses procédures de relogement (reconstruction des villages, intégration dans des villes, transferts plus lointains) et de reconversion économique dans les secteurs secondaire et tertiaire dynamisés localement par les emplois liés au barrage. Toutefois, des tensions existent en raison de la forte disparité des indemnités et du calcul des superficies cultivées. Et surtout, ce projet a déjà gonflé le nombre des populations flottantes, migrants ruraux en quête de travail en ville en toute illégalité (sans permis de circulation, ils sont dans l'impossibilité d'avoir un permis de travail). En effet, depuis l'annonce faite par le gouvernement, les voiries amoncelées à disparaître ne sont plus entretenues, et certains paysans ont quitté leurs terres faute de pouvoir récolter les fruits de leur travail. Ce nouveau flux migratoire synonyme de paupérisation a un fort potentiel d'implosion sociale.

Une nouvelle donne géopolitique ■

La question de la Corée du Nord est centrale. Elle bénéficie d'une telle couverture médiatique qu'elle masque en partie les efforts des États voisins pour se donner une meilleure visibilité mondiale et une image de pôle de stabilité. C'est en effet Pyongyang qui attire les regards, les événements des mois écoulés le montrent : rencontre des deux chefs d'État nord et sud-coréen, visite du chef d'État nord-coréen en Chine et en Russie, menace de la Corée du Nord de se munir de l'arme nucléaire, déclaration de Georges W. Bush intégrant la Corée à l' "axe du mal". Il faut également rappeler que des territoires sont disputés par différents pays de la région, représentant un frein à la coopération et une ombre au tableau de la stabilité régionale : Kouriles et Sakhaline entre Japon et Russie, îles Spratley dans la mer de Chine méridionale, îlot de Takeshima entre Corée du Sud et Japon ; enfin, Taiwan est revendiqué comme "31^e province chinoise" (le commerce direct est toujours impossible entre les deux États, des missiles chinois sont encore braqués en permanence sur l'île).

Peser d'un plus grand poids dans la diplomatie mondiale est effectivement une volonté commune des gouvernements d'Asie orientale mais, dans ce domaine, le chacun pour soi semble prévaloir. Deux États d'Asie orientale sont en mesure de faire entendre leur voix et sont en compétition : la Chine et le Japon. Les deux États rivalisent pour la première place en Asie : avec la nouvelle donne économique, cette rivalité ancienne est réactivée. Dans l'histoire du XX^e siècle, l'Asie orientale a été marquée par la volonté de domination brutale des Japonais qui a créé un ressentiment durable et une volonté de revanche. Pour organiser cette région, le Japon doit faire amende honorable et créer des solidarités : son ambition est créer un

"nouvel asiatisme" dont ils serait le guide et qui servirait ses ambitions mondiales. Cet objectif est clairement affiché depuis la tournée asiatique de Nakasone Yasuhiro en 1983, au cours de laquelle il lance le projet d'une "maison Asie". Mais les réticences sont nombreuses : par exemple, lors de la venue de l'empereur Akihito en Corée du Sud en 1986, de graves émeutes anti-japonaises se sont produites. L'organisation conjointe de la Coupe du Monde de football en 2002 a été autant l'occasion de raviver les rivalités économiques (et sportives) que de rapprocher les deux pays. Le Japon doit également résister à la montée du puissant voisin chinois et à la lutte d'influence engagée depuis la période de la guerre froide par les États-Unis, puissance régionale à part entière (bases militaires, importance du commerce et des investissements, APEC). Le Japon, lassé d'être considéré comme un "nain politique", souhaite un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU : le gouvernement Maramaya Tomiichi est le premier à le revendiquer en 1994 ; cela devient un des objectifs essentiels de la politique japonaise avec l'accession au pouvoir de Hashimoto Ryutario en 1996. Le Japon exerce des pressions multiformes pour arriver à ses fins, il a notamment menacé de stopper sa participation financière au FMI. Rompant avec l'esprit de la Constitution rédigée avec l'appui des États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il entreprend même une remilitarisation (près de 240 000 soldats aujourd'hui) : le temps de la "puissance sans armes" est révolu et le Japon est intervenu récemment au Cambodge (1992) et au Rwanda (1994), ce qui suscite de nombreux débats dans la vie politique nipponne.

Face au Japon, la Chine semble poursuivre des ambitions contradictoires. Elle souhaite faire la démonstration de sa puissance et de son unicité : les parades militaires du cinquantenaire de la République populaire en témoignent, de même que l'envoi d'un taïkonaute dans l'espace à l'automne

2003. Elle affiche toujours une puissance militaire inégalée en Asie avec plus de 2,5 millions de soldats, même si les équipements sont vieillissés et la technologie obsolète (un spécialiste a pu la présenter comme “le plus beau musée militaire du monde” !). Mais la Chine veut également changer son image aux yeux des Occidentaux, se gagner une respectabilité : depuis son entrée à l’OMC jusqu’à l’organisation des JO en passant par le rôle de médiateur dans la crise internationale nord-coréenne et le projet de “Grande muraille verte”, elle est présente sur tous les fronts. A l’inverse, elle s’est donnée le rôle de chef de la fronde anti-américaine et anti-européenne au sein de l’OMC : se posant en champion du commerce loyal et porte-voix du Tiers-Monde, elle fédère avec le Brésil de Da Silva “Lula” un “G22” qui vient de claquer la porte du sommet de Cancun en septembre 2003.

La question de la construction d’un bloc régional intégré se pose à l’heure où les pays est-asiatiques commercent et investissent de plus en plus entre eux. Ainsi 80% des IDE de la région viennent d’autres États asiatiques et développent leurs contacts. De même, le Japon et la Corée du Sud réalisent dans la zone respectivement 56% et 60% de leurs exportations et 42,5% et 50% de leurs importations. Les échanges culturels sont également de plus en plus nombreux : par exemple, les produits de mode japonais suscitent un engouement particulier dans les métropoles sud-coréennes, taïwanaises et chinoises, notamment auprès de la jeunesse. Enfin, la Chine est le premier pays touristique de la région (et du tiers-Monde), accueillant des visiteurs venant pour plus des trois quarts d’Asie orientale.

L’Association des nations du sud-est asiatique (ANSEA ou ASEAN en anglais), créée en 1967 sur la base d’une coopération politique, est devenue un modèle d’intégration économique pour les pays de la zone (*Asian Free Trade Area*). Japon, Chine et Corée du Sud en restent formellement exclus même s’ils participent depuis juillet 2000 aux discussions de l’ASEAN+3. La

nécessité de s’unir est apparue clairement à l’occasion de la crise financière partie de Thaïlande en 1997 et qui, par l’ “effet mousson”, a contaminé toute la région. Le projet d’un Fonds monétaire asiatique, lancé par le Japon, a échoué du fait de l’hostilité des États-Unis. Ce projet concrétiserait pourtant les efforts du Japon pour aider ses voisins à se développer : le Japon est le premier contributeur à l’aide au développement dans la région et la Chine le premier récepteur (les autorités de Pékin se servent avec cynisme de ces aides pour moderniser leur armée, les considérant toujours comme une juste compensation pour les exactions du Japon commises durant la Seconde Guerre mondiale). La politique des E-U peut à cet égard être considérée comme un frein à la construction d’une zone de coopération est-asiatique. Ayant déjà facilité l’émergence de l’Union européenne, première puissance commerciale mondiale, les États-Unis ne souhaitent pas consolider le troisième pôle de la triade en élargissant son assise régionale. Ainsi, l’EAEC (*East-Asian Economic Community*), premier projet de regroupement régional conçu dans la logique des “blocs économiques” dominante dans les années 1980 (projet de Marché unique en Europe, élaboration de l’ALENA en Amérique du nord) et défendu par Premier ministre malais, s’est confrontée à l’opposition américaine. Pour lever cet obstacle, la Corée du sud et l’Australie ont alors proposé la formation d’une zone de coopération économique plus large englobant les E-U : ainsi est née en 1989 l’APEC (*Asian-Pacific Economic Cooperation*). Certaines voix se plaignent amèrement en Asie du détournement du projet initial de plus grande coopération régionale, en effet l’APEC a fonctionné, tout au long des années 1990, “selon un modèle américano-centrique” et comme un instrument de libéralisation des marchés de l’Asie de l’est au service des firmes américaines. C’est d’ailleurs à Seattle que fut inauguré en 1993 la

rencontre annuelle des chefs d’États et de gouvernement. En 2001, la réunion a eu lieu à Shanghai, le président chinois étant l’hôte du sommet.

Le multilatéralisme reste au stade des balbutiements. Mais la volonté reste forte de s’unir : en 2000, l’initiative de *Chang Mai* en Thaïlande relance les discussions autour d’une vaste zone de libre-échange asiatique.

Conclusion ■

Le Japon a longtemps été considéré comme le seul élément asiatique de la Triade (et ce même si les Japonais ne se sont jamais réellement sentis asiatiques). Le pays représente certes toujours environ 62% du PIB régional (limité au Japon, à la Chine et aux Dragons) et commande largement le développement est-asiatique. Mais c’est désormais comme un bloc régional qu’il faut considérer l’Asie orientale. La formidable expansion commerciale de la zone et l’entrée de la Chine à l’OMC en font un acteur de poids dans les échanges mondiaux. De même, les tentatives pour créer des solidarités entre États dans la perspective d’une union régionale progressent. Les hiérarchies se recomposent en profondeur dans cet ensemble et la Chine semble en passe de dépasser le Japon. On n’assiste pas uniquement à la naissance d’une nouvelle puissance industrielle, forte de 750 millions d’actifs, qui a passé avec succès les étapes du “régime d’accumulation” propre au décollage industriel. Dotée d’une réelle capacité d’influence mondiale, la Chine fait figure de Grand et convoite la première place. Son pouvoir est relayé par les puissantes communautés chinoises d’Asie qui dessinent, de Bangkok à Jakarta et de Singapour à Ho-Chi Minh Ville, un capitalisme original, aux ramifications innombrables. Le triomphe de ce capitalisme chinois ne prend-il pas une saveur particulière au regard de l’histoire du siècle écoulé ?

H.B. - C.T.

Référence